

Autonomie ou indépendance : l'hésitation renforcée

Fallait-il la faire ? Il l'a fait et la regrette.

La dissolution de l'Assemblée nationale en a surpris plus d'un, son résultat en a surpris au moins un.

Pour la première fois les Français ont élu leur premier ministre, au suffrage universel. Plus que pour une politique, ils ont voté pour celui qui devait la mener.

En Polynésie le débat de l'hexagone n'a une fois de plus pas passionné les électeurs qui sont retournés à la querelle territoriale : être indépendantiste ou être autonomiste, telle était la question. Un an après les élections territoriales ça n'en valait pas vraiment la peine.

Pourtant tous étaient heureux des résultats, le Fetia Api doublait ses voix, le Tavini augmentait les siennes (+ 17 %) et le Tahoeraa emportait la mise.

Si certains remarquent le retour en France des Protestants aux affaires, alors que dans le gouvernement Juppé c'était plutôt l'Opus Dei (Groupe catholique d'extrême droite né sous la dictature de Franco en Espagne), cette présence va-t-elle changer le regard des dirigeants sur les Territoires et Départements d'Outre-Mer ?

Comment les protestants polynésiens se situent-ils aujourd'hui ? Les religions ont-elles une influence sur les élections ? Nous sommes allés rencontrer et interroger deux spécialistes, Jean-Marc Regnault, historien, Sémir Alwardi, politologue.

Le vote morcelé

«Les résultats des élections législatives en Polynésie, dit Sémir Alwardi, confirment la bipolarité de la vie politique, un électoralat à majorité autonomiste et des indépendantistes qui gagnent du terrain, mais l'électoralat, comme les leaders, est très mouvant».

C'est ce que souligne Jean-Marc Regnault, pour qui «on vote en Polynésie en fonction de critères extrêmement complexes. Il y a ceux qui votent indépendantistes parce qu'ils le sont, ou parce qu'ils habitent à Faaa, ou qui sont mécontents de la politique suivie par le gouvernement territorial, ou qui suivent le dicton polynésien «ça passe, ça passe» (c'est osé mais essayons, les conséquences sont secondaires), et il y a les fidèles à une personne, s'il change de camp, ils changent avec elle».

Pour le politologue ceux qui sont «proches du parti indépendantiste, le Tavini Huiraaatira, ne sont pas forcément contre Gaston Flosse mais ils se sentent exclus, de la société, de la «rente atomique» ou administrative, du système scolaire, de la distribution du pouvoir, ils cherchent un nouveau type de partage et vont vers celui qui se dit proche du peuple. Ils ne choisissent pas un modèle de société, d'ailleurs aucun parti ne remet en cause le libéralisme, chacun a des options sociales».



Dominique Voynet, aujourd'hui Ministre, rencontre Jacques Ihorai en septembre 95.

Le Oui à l'«Indépendance association»

Pourtant tous les observateurs constatent un très fort attachement à la terre, «c'est, analyse Sémir Alwardi, la recherche identitaire qu'on retrouve partout, revendication inévitable». Jean-Marc Regnault pense que «si on demandait aux Polynésiens, individuellement, s'ils étaient pour l'indépendance, on aurait 90 % de réponses positives. Ils sont favorables à ce qui rassemblerait à un détachement de la France parce que ça les gêne de dire qu'ils sont français. Ils considèrent que la Polynésie est un pays, pas un territoire, mais leur pays, même ceux qui pensent avoir besoin de la France».

Cette quête est pour Sémir Alwardi «un rêve, tous les peuples d'Océanie en ont un. Un rêve partagé par tout le monde, et le futur de la Polynésie est entre le maintenir et l'appliquer. Tant que le rêve d'indépendance n'est pas contrarié, elle peut rester encore des dizaines d'années au sein de la République, l'essentiel est de ne pas l'enlever ou le détruire. Et si la Métropole refusait d'élargir de plus en plus l'autonomie du Territoire, elle porterait atteinte à ce rêve, mais alors se pose la question de savoir jusqu'où la République pourra aller».

L'Église ne fait plus l'élection

Le vote protestant dans ces élections semble sans influence. «On n'est plus dans la situation des années 50, explique Jean-Marc Regnault, où il y avait une volonté délibérée d'éliminer les candidats catholiques.

Cela tient à l'évolution de la société, à celle du poids des Églises et surtout au phénomène communal faisant du Maire le personnage important, et les liens de clientèle l'emportent sur les liens spirituels».

«Il n'y a pas de vote confessionnel, affirme Sémir Alwardi, d'autant plus que le dernier Synode de l'EEPF a demandé à ses diacres et à ses pasteurs de choisir entre «la robe et l'écharpe». On est maintenant dans un fonctionnement anglosaxon entre politique et religieux».

Tous les deux reconnaissent que la présence au gouvernement de protestants ne va rien changer au fonctionnement jacobin des institutions, considérant que ça doit marcher

comme en France, mais, ajoute le politologue «avec un regard toujours étonné sur les spécificités locales qui sont généralement mal vues». Pour l'historien le changement serait peut-être dans la gestion des conflits comme Michel Rocard dans la crise calédonienne en 1988.

Le nouveau gouvernement en France va-t-il changer d'attitude avec la Polynésie ? «L'expérience a prouvé, explique Jean-Marc Regnault, que s'il y a des socialistes dogmatiques, dans leur ensemble ils n'envisagent l'indépendance que sous certaines conditions, «apprendre à se gérer soi-même» disait François Mitterrand».

Le retour du «qui paie contrôle !»

Sémir Alwardi constate que «chaque fois qu'une majorité nationale et une majorité locale sont du même bord les relations sont bonnes et peu de référés sont déposés au Tribunal administratif. Par contre, opposées, les relations entre le Haut-Commissaire et le Président du Territoire sont médiocres et l'activité judiciaire devient bouillonnante».

«Ce qui montre que l'attitude de l'État est trop politique, c'est la force du politique sur le droit». «Ça changera pour ceux qui comptaient sur la redistribution de la manne Chirac, ajoute l'historien, le gouvernement sera moins généreux non pas envers la Polynésie, mais envers ceux qui les dirigent. Ce ne sera plus une aide sur dix ans mais le financement de projets. C'est le retour du «qui paie contrôle» ».

Par contre la Gauche privilégiant les droits des peuples (Defferre en 1956, l'autonomie en 1984), explique le politologue, cela veut dire que les propositions de François Luchaire au nom du Territoire faites en 1995 et rejetées par l'État, pourraient aujourd'hui être prises en considération».

«Je pense, dit Jean-Marc Regnault, que nous allons vers une autonomie renforcée, une indépendance qui ne dirait pas son nom».

Propos recueillis par Gilles Marsauche

• Jean-Marc Regnault, Agrégé et Docteur en Histoire. Auteur de plusieurs ouvrages dont «Te metua ou l'échec d'un nationalisme Polynésien». Il a participé au livre «1797 - 5 mars - 1997, une vie polynésienne». Il est professeur à l'Université.

• Sémir Alwardi, Docteur en Science politique, a soutenu une thèse de doctorat sur «La dualité État-Territoire en Polynésie française de 1984 à 1996». Il est enseignant au Lycée-Collège Pomare IV.